



Fusion DGI/DGCP

29/06/2007

M. WOERTH dans les pas de M.SARKOZY :

Une annonce pour le public, Rien de précis pour les agents !

Lors de sa rencontre avec les fédérations FDSU, CGT, FO et CFDT, le 29 juin, le Ministre a officiellement ouvert le chantier de « fusion, rapprochement, réunion » DGI – DGCP annoncé par le Président de la République et repris lors du Conseil des Ministres du 20 juin.

M. Woerth n'a pas exprimé de penchant à priori vers l'une ou l'autre des deux cibles que sont, pour lui, la fusion fiscale « arrêtée aux métiers » de cette sphère et la fusion globale de « deux administrations qui ne font pas tout à fait le même travail ». Après quelques semaines au Ministère, il a reconnu que des progrès ont été réalisés ces dernières années et souligne même que la DGI et la DGCP ont connu des changements très importants au regard des autres Ministères.

Pour la FDSU et ses syndicats SNUI (DGI) et SUD Trésor (DGCP) un bilan contradictoire sur les divers rapprochements doit être rapidement apporté au débat, et nous y participerons dès cet été.

Le Ministre a indiqué qu'un processus en trois temps s'engageait sans déterminer à ce stade de calendrier très précis :

- Le temps du choix stratégique entre la fusion fiscale et la fusion globale.
- Le temps des modalités.
- Le temps, nécessairement plus long, de la mise en œuvre détaillée.

M. Woerth s'est déclaré ouvert sur les questions d'amélioration des carrières et des promotions, des conditions de travail et il a inscrit l'intérêt des « usagers » comme la clé de ses choix à venir.

Bien que s'engageant à ne pas accélérer encore les suppressions d'emplois pour 2008 (il n'y aura pas d'avenant aux contrats DGI -1370 postes et DGCP -970 postes), le Ministre est apparu pris dans une contradiction : l'affirmation qu'il avait des marges, notamment budgétaires, pour discuter alors que la volonté présidentielle est de réduire les moyens de l'Etat !

La FDSU participera dans les jours et les semaines qui viennent aux rencontres avec le cabinet de M Woerth et sera particulièrement attentive aux travaux de réflexion demandés par le Ministre à chacune des directions générales.

Par ailleurs, le SNUI et SUD Trésor multiplieront les rencontres avec les agents déjà concernés par les accueils communs, les Hôtels des Finances, l'informatique commune (Copernic) et les diverses opérations en cours dans les services.

Ci-joint la déclaration de la FDSU qui nous a servi de fil conducteur durant cette heure de réunion.

« Monsieur le Ministre,

Il ne s'est écoulé que quelques jours entre votre nomination, la première rencontre avec chacune des Fédérations et la rencontre de ce matin.

La FDSU réitère son alerte concernant les inquiétudes que partagent les agents de tous les secteurs dont vous avez la responsabilité. Ces craintes se nourrissent du passé et des réformes sans cesse empilées, des suppressions d'emplois déjà connues par milliers sans reconnaissance sérieuse des efforts de tous. Ces inquiétudes sont aussi accentuées par le manque de visibilité pour les missions de service public et pour le maillage territorial. Les annonces du Président de la République vont toutes dans le sens du moins d'Etat, moins de fonctionnement, moins de droits pour les salariés.

La FDSU combat cette vision régressive du service public et demande que s'ouvre de véritables discussions sur l'avenir des missions, le bilan des réformes de structures, et de gestion, sur la reconnaissance des efforts et de la technicité des agents.

Vous l'aurez compris, la FDSU, ses syndicats et les agents, attendent plus qu'une information sur les annonces de projet du gouvernement, nous réclamons de la visibilité, des moyens, du temps pour éviter une décision politique trop précipitée et un autre temps pour que les agents participent à la construction de leur avenir par tous les moyens.

Nous attendons maintenant de vous écouter, préciser vos intentions concernant la fusion DGI – DGCP que le Conseil des Ministres a placée dans le cadre général des suppressions d'emplois publics et de réduction des moyens, du coût du service public. »

Après l'intervention de Mr Woerth :

« Monsieur le Ministre, vous confirmez l'orientation générale, le but principal de vos projets, que la FDSU qualifie de réformes régressives, tant pour la qualité des missions de service public, que pour les conditions de vie au travail des agents.

Certes, vous n'inaugurez pas cette politique libérale visant au final à réduire le rôle de l'Etat dans la société, mais votre volonté affichée de la prolonger nous oppose.

Dans le dossier DGI/DGCP, on ne part pas de zéro : depuis plusieurs années d'importants rapprochements ont été engagés (compétences croisées, Hôtels des Finances, numéro de téléphone unique dans le département de l'Ain, dans les centres informatiques, d'une manière globale accueil, PVFI, les certifications, ...).

La FDSU souhaite vivement apporter ses propres éléments de bilan qu'il est nécessaire de confronter pour juger d'évolutions futures. Pour la FDSU cette phase de bilan est nécessaire et ce n'est pas renvoyer aux calendes grecques toute « nouvelle étape » pour reprendre vos mots que de dire que le passé et le présent existent ! et que la situation actuelle doit être « évaluée ».

La FDSU considère en effet que l'on ne peut pas se satisfaire des conséquences actuelles sur les agents comme sur la qualité du service public rendu. A ce stade, nous avons bien pris note de vos propos que nous allons analyser avec les agents concernés.

Deux préoccupations majeures guideront notre appréciation : qu'est-ce qui est mieux pour le public et mieux pour les agents ?

Quatre sujets sont clairement posés :

- *Les missions, les emplois, et le nécessaire maillage territorial peuvent-ils être préservés ?*
- *Les conditions de travail et d'organisation du travail peuvent-elles être améliorées ?*
- *Le pouvoir d'achat et la reconnaissance financière des efforts peuvent-ils être augmentés ?*
- *Les droits et garanties de gestion des agents peuvent-ils cesser d'être attaqués ?*

La FDSU demande de la visibilité pour les agents, des moyens et du temps pour la réflexion sur un sujet qui mérite mieux qu'un passage accéléré cet été ».